

Art. 4. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} mars 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

La Ministre des Affaires sociales,
M. DE BLOCK

Le Ministre des Finances,
A. DE CROO

Ministre de la Lutte contre la fraude sociale,
Ph. DE BACKER

Art. 4. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 maart 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
K. PEETERS

De Minister van Justitie,
K. GEENS

De Minister van Sociale Zaken,
M. DE BLOCK

De Minister van Financiën,
A. DE CROO

Minister voor Bestrijding van de sociale fraude,
Ph. DE BACKER

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2019/11166]

11 MARS 2019. — Arrêté royal relatif aux modalités d'interrogation directe de la Banque de Données nationale générale visée à l'article 44/7 de la loi sur la fonction de police au profit du Service public fédéral justice dans le but de contribuer à l'identification unique des détenus

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté a pour objet de préciser les modalités d'interrogation directe de la Banque de données Nationale Générale visée à l'article 44/7 de la loi sur la fonction de police au profit du Service Public Fédéral Justice (ci-après : SPF Justice) dans le but de contribuer à l'identification unique des détenus.

1. Introduction générale

Cette interrogation directe de la B.N.G. au profit du SPF Justice vise à mettre en œuvre un processus automatisé de qualité relatif à l'identification des détenus au moyen de données biométriques.

L'objectif poursuivi consiste à formellement identifier toute personne écrouée par l'administration pénitentiaire à l'aide de ses empreintes digitales, ce qui permet, outre le fait de s'assurer que la personne physique écrouée est effectivement celle correspondant au titre de détention, de garantir l'unicité du dossier de détention d'une même personne, indépendamment de l'identité associée à des détentions successives. Le concept d'identification revêt en effet une importance croissante par rapport à celui d'identité, ce dernier étant quant à lui de plus en plus relatif.

Ce processus de qualité est donc important au niveau

- * de l'identification du détenu
- * de l'exactitude des données traitées pour un détenu donné

* de la cohérence de la gestion du parcours de détention d'un même détenu dans le cadre de détentions successives.

Il est important de noter d'emblée que ce processus constitue par ailleurs une obligation pour le SPF Justice sur la base de l'article 5.1. d) du Règlement (UE) 2016/679 du parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

Le point d) du § 1^{er}, point d) de cet article stipule que les données à caractère personnel doivent être « exactes et, si nécessaire, tenues à jour » et que « toutes les mesures raisonnables doivent être prises pour que les données à caractère personnel qui sont inexactes, eu égard aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, soient effacées ou rectifiées sans tarder ».

Au niveau des principes, sur la base de cet article, il est nécessaire que les données d'identification des détenus soient exactes et si nécessaires tenues à jour. Il est d'ailleurs demandé que toutes les mesures raisonnables soient prises pour que les données à caractère personnel qui sont inexactes eu égard aux finalités pour lesquelles elles sont traitées soient rectifiées sans tarder.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2019/11166]

11 MAART 2019. — Koninklijk besluit betreffende de nadere regels voor de rechtstreekse bevraging van de Algemene Nationale Gegevensbank bedoeld in artikel 44/7 van de wet op het politieambt ten behoeve van de Federale Overheidsdienst Justitie met het oogmerk bij te dragen tot de unieke identificatie van gedetineerden

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt ertoe de nadere regels te bepalen voor de rechtstreekse bevraging van de Algemene Nationale Gegevensbank bedoeld in artikel 44/7 van de wet op het politieambt ten behoeve van de Federale Overheidsdienst Justitie (verder: FOD Justitie) met het oogmerk bij te dragen tot de unieke identificatie van gedetineerden.

1. Algemene inleiding

Deze rechtstreekse bevraging van de A.N.G. ten behoeve van de FOD Justitie beoogt de implementatie van een kwalitatief geautomatiseerd proces voor de identificatie van gedetineerden aan de hand van biometrische gegevens.

Het doel bestaat in de formele identificatie van elke door de penitentiaire administratie opgesloten persoon aan de hand van zijn vingerafdrukken, zodat het niet alleen mogelijk is om zich ervan te vergewissen dat de opgesloten natuurlijke persoon effectief overeenstemt met de opsluitingstitel, maar dus ook om de uniciteit van het detentiedossier van eenzelfde persoon te waarborgen, los van de identiteit die aan de opeenvolgende detenties is gekoppeld. Het concept 'identificatie' wint immers aan belang ten opzichte van het concept 'identiteit', dat steeds relatiever wordt.

Dat kwalitatief proces is dus belangrijk op het niveau van:

- * de identificatie van de gedetineerde;
- * de juistheid van de verwerkte gegevens voor een bepaalde gedetineerde;
- * de coherentie van het beheer van het detentietraject van eenzelfde gedetineerde in het kader van opeenvolgende detenties.

Het is van belang om meteen erop te wijzen dat dit proces overigens een verplichting vormt voor de FOD Justitie op grond van artikel 5.1, d), van de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

In § 1, punt d), van dat artikel is immers bepaald dat de persoonsgegevens aan de volgende vereisten moeten voldoen: "juist zijn en zo nodig worden geactualiseerd; alle redelijke maatregelen moeten worden genomen om de persoonsgegevens die, gelet op de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt, onjuist zijn, onverwijld te wissen of te rectificeren"

Overeenkomstig dat artikel moeten, als principe, de identificatiegegevens van gedetineerden juist zijn en zo nodig worden geactualiseerd. Er wordt overigens bepaald dat alle redelijke maatregelen moeten worden genomen om de persoonsgegevens die, gelet op de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt, onjuist zijn, onverwijld te rectificeren.

Concrètement, afin d'éviter des erreurs (prendre des alias pour des données d'identité principales, écrouer une autre personne que celle visée par le titre de détention sur la base d'une fraude à l'identité ou d'une erreur d'identité, ou effectuer une erreur matérielle lors de l'enregistrement de l'identité), l'interrogation directe de la BNG au profit du SPF Justice constitue dès lors une mesure raisonnable et nécessaire pour traiter des données exactes relatives aux détenus.

Le présent avant-projet a été soumis tant à l'autorité de protection des données, pour le volet relatif au SPF Justice, qu'à l'Organe de contrôle de l'information policière, pour le volet relatif aux données policières.

L'Autorité de protection des données, dans un courrier adressé au représentant du Ministre de la Justice, a cependant indiqué qu'elle n'était pas compétente pour rendre un avis et que le présent projet relevait de la compétence exclusive de l'Organe de contrôle.

2. Description du processus

L'article 107, § 2 de la loi de principes concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus stipule que « en vue de son identification pendant la détention, le détenu doit collaborer à l'enregistrement de ses empreintes digitales et de son portrait ainsi qu'aux actes visant à établir une description de ses caractéristiques physiques extérieures ».

Le traitement des empreintes digitales est bien entendu un élément déterminant dans le cadre de l'identification biométrique des détenus.

L'article 44/10 de la loi sur la fonction de police autorise la police à traiter les empreintes digitales de certaines catégories de personnes au sein de la B.N.G. Les empreintes digitales de toute personne susceptible d'être écrouée dans un établissement y sont donc enregistrées.

Concrètement, lors de tout écrou dans le cadre d'une nouvelle détention, l'établissement pénitentiaire concerné procède à la prise des empreintes digitales du détenu à l'aide d'une « FIT-station », enregistrée auprès du système AFIS (Automatic Fingerprint Identification System) de la police intégrée auquel elles sont envoyées. Après comparaison par le système AFIS, la B.N.G. délivre une réponse qui permet à l'administration pénitentiaire, lorsque le détenu est connu sous une ou des identités différentes dans la B.N.G., d'entamer des vérifications en vue de son identification.

3. Interrogation directe de la B.N.G.

Les empreintes sont automatiquement envoyées vers le système AFIS de la Banque de données Nationale Générale visée à l'article 44/7 de la loi sur la fonction de police à des fins de comparaison. Comme les empreintes digitales font parties des données traitées dans la B.N.G. et que le processus nécessite dans le chef du SPF Justice d'obtenir en retour des éléments d'information de la B.N.G., il s'agit dès lors en termes juridiques de procéder à une interrogation directe de la B.N.G. au profit du SPF Justice, sur la base de l'article 44/11/12 § 2 de la loi sur la fonction de police.

Cette interrogation est réalisée en pratique par l'administration pénitentiaire.

Ce sont les images digitales des empreintes qui constituent la base de l'interrogation directe de la B.N.G. car les autres éléments de l'identité non liés à la biométrie ont une valeur d'identification moindre.

Si ces empreintes digitales numérisées forment la base de l'interrogation, les autres données d'identification sont également jointes afin d'enrichir la B.N.G. dans la continuité et en remplacement de leur transmission sur format papier dans le cadre de la circulaire du Ministre de la Justice 4/AZ/VI du 14 février 1979.

Chaque prise d'empreintes digitale par les établissements pénitentiaires est du reste traçable car elle est automatiquement horodatée et accompagnée d'une référence administrative unique, qui est liée à l'appareil à l'aide duquel les données dactyloscopiques ont été enregistrées.

Le but de ces comparaisons est de pouvoir identifier les détenus à l'aide d'une référence dactyloscopique unique appelée numéro AFIS.

Ce numéro AFIS est lié à une empreinte digitale et constitue déjà un référent unique en amont de la chaîne pénale (services de police, parquet).

Le traitement de cette donnée par l'administration pénitentiaire favorisera donc la traçabilité dans l'intégralité de la chaîne pénale, en ce compris donc dans ses phases d'exécution de la peine ou de mesures privatives de liberté ou d'une mesure de sûreté.

A l'issue de la consultation de la BNG, différents cas de figure sont possibles.

a) Il y a un 'hit' : Les empreintes du détenu correspondent avec celles d'une personne enregistrée dans la B.N.G.

Om fouten te voorkomen (aliassen aanzien als voornaamste identiteitsgegevens, een andere persoon opsluiten dan degene bedoeld in de detentietitel op basis van identiteitsfraude of een identiteitsfout, of een materiële fout begaan bij de registratie van de identiteit) vormt de rechtstreekse bevraging van de A.N.G. ten behoeve van de FOD Justitie, concreet gezien, dan ook een redelijke en noodzakelijke maatregel om exacte gegevens met betrekking tot gedetineerden te verwerken.

Dit voorontwerp werd zowel voor advies voorgelegd aan de Gegevensbeschermingsautoriteit, voor het luik dat betrekking heeft op de FOD Justitie, als aan het Controleorgaan op de politiole informatie, voor het luik dat betrekking heeft op de politiole gegevens.

De Gegevensbeschermingsautoriteit antwoordde in een schrijven gericht aan de vertegenwoordiger van de Minister van Justitie dat zij niet bevoegd was om een advies uit te brengen en dat dit ontwerp onder de exclusieve bevoegdheid van het Controleorgaan valt.

2. Beschrijving van het proces

Artikel 107, § 2, van de basiswet betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden bepaalt het volgende: "Met het oog op de identificatie van de gedetineerde tijdens de detentie, dient de gedetineerde zijn medewerking te verlenen aan het vastleggen van zijn vingerafdrukken, zijn beeltenis, en aan handelingen met het oog op de beschrijving van zijn uiterlijke lichamelijke kenmerken."

De verwerking van vingerafdrukken is uiteraard een bepalend element in het kader van de biométrische identificatie van gedetineerden.

Artikel 44/10 van de wet op het politieambt laat de politie toe om de vingerafdrukken van bepaalde categorieën van personen in de A.N.G. te verwerken. De vingerafdrukken van eenieder die in een inrichting kan worden opgesloten, worden daarin dus geregistreerd.

Concreet betekent dit dat de betrokken penitentiaire inrichting bij elke opsluiting in het kader van een nieuwe detentie de vingerafdrukken van de gedetineerde afneemt met behulp van een "FIT-station", dat geregistreerd is bij het systeem AFIS (Automatic Fingerprint Identification System) van de geïntegreerde politie waarnaar zij worden verzonden. Na vergelijking door het systeem AFIS levert de A.N.G. een antwoord op dat de penitentiaire inrichting, wanneer de gedetineerde gekend is onder een van de verschillende identiteiten in de A.N.G., in staat stelt om over te gaan tot verificaties met het oog op zijn identificatie.

3. Rechtstreekse bevraging van de A.N.G.

De vingerafdrukken worden met het oog op vergelijking automatisch overgezonden naar het AFIS systeem van de Algemene Nationale Gegevensbank bedoeld in artikel 44/7 van de wet op het politieambt. Aangezien de vingerafdrukken deel uitmaken van de gegevens die in de A.N.G. worden verwerkt, en het proces in hoofdte van de FOD Justitie vereist dat in ruil informatie-elementen vanwege de A.N.G. worden verkregen, gaat het juridisch gezien bijgevolg om een rechtstreekse bevraging van de A.N.G. ten behoeve van de FOD Justitie op grond van artikel 44/11/12, § 2, van de wet op het politieambt.

Deze bevraging wordt in de praktijk uitgevoerd door de penitentiaire administratie.

De digitale beelden van de vingerafdrukken vormen de basis van de rechtstreekse bevraging van de A.N.G., aangezien de andere elementen van de identiteit die los staan van de biometrie een mindere identificatiewaarde hebben.

Hoewel die digitale vingerafdrukken de basis van de bevraging vormen, worden ook de andere identificatiegegevens bijgevoegd met het oogmerk de A.N.G. voortdurend te verrijken en de overzending ervan op papierformaat te vervangen in het kader van omzendbrief 4/AZ/VI van de minister van Justitie van 14 februari 1979.

Elke afname van vingerafdrukken door de penitentiaire inrichtingen is overigens traceerbaar, aangezien zij automatisch gepaard gaat met de vaststelling van een tijdstip en voorzien wordt van een uniek administratief referentienummer dat gekoppeld is aan het toestel waarmee de dactyloscopische gegevens werden geregistreerd.

Doel van die vergelijkingen is de gedetineerden te kunnen identificeren aan de hand van een unieke dactyloscopische referentie, het zogeheten AFIS-nummer.

Dat AFIS-nummer is gekoppeld aan een vingerafdruk en is reeds een unieke referentie die in de strafrechtelijke keten (politiediensten, parket) aan de opsluiting voorafgaat.

De verwerking van dit gegeven door de penitentiaire administratie zal dus de traceerbaarheid bevorderen in de volledige strafrechtelijke keten, waaronder dus de fases van uitvoering van een vrijheidsbenemende straf of -maatregel, of van een veiligheidsmaatregel.

De raadpleging van de A.N.G. kan verschillende resultaten opleveren.

a) Er is een 'hit': De vingerafdrukken van de gedetineerde stemmen overeen met die van een persoon die in de A.N.G. is geregistreerd.

Ce 'hit' est accompagné des données nécessaires pour obtenir plus d'informations auprès de l'autorité compétente. Il s'agit du numéro des procès-verbaux à l'occasion desquels les empreintes ont été enregistrées et des données d'identité liées aux empreintes.

En effet, lorsqu'après comparaison, les données d'identité enregistrées en B.N.G ne correspondent pas avec celles du titre de détention du détenu, il y a lieu pour l'administration pénitentiaire de diligenter une enquête administrative afin d'identifier plus avant la personne écrouée. C'est dans le but de mener à bien cette enquête administrative que l'administration pénitentiaire a besoin des informations visées ci-dessus.

b) Il n'y a pas de 'hit': En cas de non correspondance des empreintes, ce qui signifie que les empreintes du détenu n'existent exceptionnellement pas encore dans la B.N.G., l'administration pénitentiaire en avise la Police Fédérale, afin que celle-ci puisse lier ces empreintes à une entité déjà enregistrée dans la B.N.G.

Dans l'optique de minimiser les risques d'erreur de transcription et d'assurer une qualité maximale, la comparaison entre les données dactyloscopiques provenant du SPF Justice et celles contenues dans la BNG est faite via un traitement automatisé au sens de l'article 44/11/12, § 2, c) de la loi sur la fonction de police. Il en va de même de l'enregistrement du numéro AFIS dans la banque de données de gestion des détenus.

Comme l'interrogation directe de la B.N.G. est réalisée sur la base d'un traitement automatisé et non pas manuellement, il n'y a pas d'exigences complémentaires en ce qui concerne les points f) et g) de l'article 44/11/12 § 2 de la loi sur la fonction de police. En effet, la prise des empreintes digitales d'une personne détenue, physiquement présente dans un établissement pénitentiaire, au moment de son écrou, constitue la seule possibilité d'initier le processus d'interrogation directe. Les risques de consultations irrégulières sont donc tout à fait résiduels et improbables. En outre, dès lors qu'il n'y a donc pas d'interaction directe entre les agents de l'administration pénitentiaire et la B.N.G., laquelle est interrogée par machine interposée, la formation reçue par les agents pénitentiaires dans le cadre de leurs processus internes de fonctionnement est suffisante pour subséquemment générer l'interrogation directe.

L'Organe de contrôle de l'information policière considère à juste titre (Avis COC-DPA-A-000011/2019 du 4 février 2019, point 11) que les points f) et g) sont bien d'application. Après analyse, les rédacteurs du présent projet estiment que les règles actuelles sont suffisantes.

En effet, dans son avis n° 54/2014 du 1^{er} octobre 2014 portant sur le projet d'arrêté royal permettant à l'Office des étrangers d'interroger la B.N.G., la Commission de la protection de la vie privée indiquait que « comme elle l'a déjà souligné dans ses avis n° 01/2006 du 18 janvier 2006 et n° 39/2008 du 26 novembre 2008, la Commission insiste sur le caractère sensible sensu lato des données contenues dans la B.N.G. Elle rappelle que les personnes qui y sont enregistrées sont des personnes suspectées d'avoir commis une infraction (police judiciaire) ou de constituer un trouble à l'ordre public (police administrative). Cependant ces personnes n'ont pas encore nécessairement été condamnées et peuvent éventuellement ne jamais l'être. ». Elle ajoutait également que « L'accès envisagé à la B.N.G. permet à l'Office des Étrangers à avoir accès à un très large éventail de données qu'il devra traiter avec précaution compte tenu de la nature particulière des données enregistrées mais aussi des conséquences importantes que peut entraîner leur consultation (refus ou restriction d'accès au territoire, renvoi, expulsion, etc.). »

Dans le processus d'interrogation directe de la B.N.G., il ne peut être question de traitement de données sensibles au sens de cet avis n° 54/2014 d'une part, vu qu'aucun antécédent de police judiciaire n'est transmis (il n'est en effet question que de communiquer la référence des procès-verbaux dans le cadre desquels le détenu a déjà été dactyloscopié, les identités enregistrées en B.N.G. et la référence dactyloscopique unique), et d'autre part, que le traitement se fait en bout de chaîne pénale (le traitement concerne des détenus).

Comme nous l'avons déjà indiqué, la possibilité pour les établissements pénitentiaires de réaliser des consultations irrégulières via le système d'interrogation directe de la B.N.G. n'est pas présente.

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire pour réaliser une vérification de sécurité des membres du personnel des institutions pénitentiaires serait donc inopportun et disproportionné.

De même, une formation des membres du personnel de l'administration pénitentiaire par rapport aux données issues de la B.N.G. se justifie par rapport au traitement ultérieur de données 'sensibles' issues de la B.N.G. par le destinataire de ces données. Tel n'est absolument pas

Deze 'hit' gaat vergezeld van de gegevens die noodzakelijk zijn om meer informatie te bekomen vanwege de bevoegde overheid. Het betreft het nummer van de processen-verbaal in het kader waarvan de vingerafdrukken werden geregistreerd en de identiteitsgegevens die bij de vingerafdrukken horen.

Wanneer de in de A.N.G. geregistreeerde identiteitsgegevens na vergelijking niet overeenstemmen met die van de detentietitel van de gedetineerde, moet de penitentiaire administratie immers een administratief onderzoek verrichten om de opgesloten persoon verder te identificeren. De penitentiaire administratie heeft bovenvermelde informatie nodig om het administratief onderzoek tot een goed einde te brengen.

b) Er is geen 'hit': Indien de vingerafdrukken niet overeenstemmen, wat betekent dat de vingerafdrukken van de gedetineerden uitzonderlijk nog niet bestaan in de A.N.G., stelt de penitentiaire administratie de federale politie daarvan in kennis opdat deze die vingerafdrukken zou kunnen koppelen aan een entiteit die reeds in de A.N.G. is geregistreerd.

Teneinde de risico's op transcriptiefouten tot een minimum te herleiden en een maximale kwaliteit te waarborgen, gebeurt de vergelijking tussen de dactyloscopische gegevens afkomstig van de FOD Justitie en de gegevens uit de A.N.G. via een geautomatiseerde verwerking in de zin van artikel 44/11/12, § 2, c), van de wet op het politieambt. Hetzelfde geldt voor de registratie van het AFIS-nummer in de gegevensbank voor het beheer van de gedetineerden.

Aangezien de rechtstreekse bevraging van de A.N.G. gebeurt op basis van een geautomatiseerde verwerking, en dus niet handmatig, zijn er geen extra vereisten nodig betreffende de punten f) en g) van artikel 44/11/12, § 2, van de wet op het politieambt. De afname van vingerafdrukken van een gedetineerde persoon, die fysiek aanwezig is in een penitentiaire inrichting, bij zijn opsluiting, is immers de enige mogelijkheid om het proces van rechtstreekse bevraging in gang te zetten. De risico's op onregelmatige raadplegingen zijn dus quasi nihil en onwaarschijnlijk. Aangezien er geen rechtstreekse interactie plaatsvindt tussen de personeelsleden van de penitentiaire administratie en de A.N.G., die wordt bevraagd door middel van een toestel, volstaat de opleiding die de penitentiaire beampten hebben genoten in het kader van hun interne werkprocessen om vervolgens de rechtstreekse bevraging te genereren.

Het Controleorgaan op de politionele informatie stelt (advies COC-DPA-A 000011/2019 van 4 februari 2019, punt 11) terecht dat de punten f) en g) wel degelijk van toepassing zijn. Na analyse zijn de stellers van dit ontwerp van oordeel dat de huidige regels volstaan.

Immers, de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer stelde in haar advies nr. 54/2014 van 1 oktober 2014 bij het ontwerp van Koninklijk besluit inzake de rechtstreekse bevraging van de A.N.G. door de Dienst Vreemdelingenzaken dat "Zoals zij reeds onderstreepte in haar adviezen nr. 01/2006 van 18 januari 2006 en nr. 39/2008 van 26 november 2008, dringt de Commissie aan op het gevoelige karakter van de gegevens die opgenomen zijn in de ANG. Zij herinnert eraan dat de personen die hierin zijn opgenomen verdacht worden van een inbreuk (gerechtelijke politie) of een gevaar vormen voor de openbare orde (bestuurlijke politie). Deze personen werden echter nog niet noodzakelijk veroordeeld en zullen dit eventueel ook nooit worden." Zij stelde verder: "De beoogde toegang tot de A.N.G. biedt de Dienst Vreemdelingenzaken de mogelijkheid toegang te hebben tot een zeer brede waaier gegevens die hij voorzichtig zou moeten behandelen gelet op de gevoeligheid van de geregistreeerde gegevens maar ook de belangrijke gevolgen die hun raadpleging kan hebben (weigering of beperking van de toegang tot het grondgebied, uitzetting, uitdrijving, enz.)"

In onderhavig proces van de rechtstreekse bevraging van de A.N.G., kan er geen sprake zijn van de verwerking van gevoelige gegevens in de zin van voormeld advies nr. 54/2014 enerzijds omdat er geen enkel anteceden van gerechtelijke politie wordt overgezonden (er is inderdaad enkel sprake van het meezenden van de referentie van de processen-verbaal in het kader waarvan de vingerafdrukken van de gedetineerde voordien reeds werden afgenomen, van de in de A.N.G. geregistreeerde identiteiten en van de unieke dactyloscopische referentie) en anderzijds omdat de verwerking zich situeert op het einde van de strafrechtsceten (de verwerking heeft betrekking op gedetineerden).

Zoals we reeds hebben toegeleid, is het niet mogelijk voor de penitentiaire inrichtingen om onrechtmatige raadplegingen te doen op basis van het systeem van de rechtstreekse bevraging van de A.N.G.

De gegevensverwerking die nodig is om een veiligheidsverificatie te verrichten ten aanzien van de personeelsleden van de penitentiaire inrichtingen zou dus niet opportuun en disproportioneel zijn.

Evenzo, een opleiding voor de personeelsleden van de penitentiaire administratie met betrekking tot de vanuit de ANG ontvangen gegevens heeft als ratio legis dat er sprake is van een verdere verwerking van 'gevoelige' gegevens afkomstig uit de ANG door de

le cas en l'occurrence puisqu'il s'agit uniquement pour l'administration pénitentiaire de recevoir des données d'identification à l'exclusion d'informations concernant des faits de police administrative ou judiciaire.

Enfin, il y a lieu de préciser que le résultat de l'interrogation directe n'est accessible qu'aux membres du personnel des services centraux de l'administration pénitentiaire individuellement désignés par leur Directeur général (art. 5 § 3), lesquels ne sont techniquement pas en mesure de procéder à des relevés d'empreintes et ne peuvent donc pas interroger eux-mêmes la B.N.G.

4. Commentaires des articles

a) Article 1^{er} : définition des concepts

Cet article définit les concepts utilisés dans le projet d'arrêté royal.

b) Article 2 : finalité de l'interrogation directe

Cet article précise la finalité de l'interrogation directe de la B.N.G au profit du SPF Justice.

L'interrogation directe de la B.N.G. par l'administration pénitentiaire a pour but de maximiser l'identification unique des détenus via une comparaison des empreintes digitales prises au début de la chaîne pénale par la police avec celles prises à la fin de la chaîne pénale par les établissements pénitentiaires dans le cadre de l'exécution d'une mesure privative de liberté, d'une mesure de sûreté ou de d'une peine privative de liberté.

Comme la notion d'interrogation directe est visée et définie à l'article 1^{er} du présent projet et fait directement référence à l'article 44/11/4, § 3 de la loi sur la fonction de police, il n'y a pas lieu de reprendre à l'article 2, comme l'Organe de contrôle le souhaiterait dans le point 11 de son avis (DPA-A-000011/2019 du 4 février 2019), la référence à l'article 44/11/4, § 3 de la loi sur la fonction de police

Cette identification unique permet à son tour au SPF Justice de garantir sur une base objective l'exactitude des identités traitées ainsi que l'unicité du dossier de détention individuel dans lequel toutes les données relatives à un même détenu doivent être centralisées. Des dossiers de détention peuvent donc soit être fusionnés (données d'identités différentes mais même numéro AFIS) soit scindés là où il n'y en avait qu'un seul (mêmes données d'identité mais numéro AFIS différent).

Il est en effet possible qu'un seul et même détenu ait été incarcéré à des périodes différentes sous plusieurs identités ou alias ou qu'une personne se fasse écrouer à la place d'une autre. Le présent processus permettra, en cas de fusion, de gérer la détention sur la base d'informations exhaustives, et en cas de scission, de garantir l'exactitude des données traitées pour chacun des détenus.

La finalité détermine d'emblée les catégories de données à caractère personnel et informations qui seront traitées dans ce processus. Comme le but est de contribuer à l'identification unique des détenus, il est logique que seules les données relatives à cette identification soient traitées.

Dans cette optique, des données telles que les liens avec d'autres personnes, lieux ou objets, le passé criminel ou des troubles à l'ordre public ne sont pas pertinentes et ne sont donc pas traitées dans le cadre de ce processus.

c) Article 3 : « besoin d'en connaître » et types de questions posées lors de l'interrogation directe

Cet article détermine au sens de l'article 44/11/12 § 2 a) de la loi sur la fonction de police, le besoin d'en connaître du SPF Justice et dès lors le contenu précis de l'interrogation directe de la B.N.G.

L'interrogation directe de la B.N.G. par l'administration pénitentiaire porte dès lors sur les éléments suivants :

1. Savoir s'il y a une concordance entre les données dactyloscopiques prélevées sur les détenus et celles des personnes visées à l'article 44/5, § 3, de la loi sur la fonction de police qui sont enregistrées dans la B.N.G. La comparaison s'opère toutefois, comme le demande l'Organe de contrôle, uniquement sur les catégories de personnes suivantes (Avis COC-DPA-A-000011/2019 du 4 février 2019, point 13) :

- les suspects d'un fait pénal et les personnes condamnées;
- les auteurs et suspects d'une infraction sanctionnée administrative et constatée par la police;
- les personnes décédées de manière suspecte;
- les personnes disparues;
- les personnes évadées ou qui ont tenté de s'évader.

bestemmeling van deze gegevens. Dit is in casu echter in het geheel niet het geval, aangezien het er enkel om te doen is dat de penitentiaire administratie de identificatiegegevens ontvangt, met uitsluiting van de gegevens aangaande feiten van bestuurlijke of gerechtelijke politie.

Tot slot moet worden verduidelijkt dat het resultaat van de rechtstreekse bevraging enkel toegankelijk is voor de personeelsleden van de centrale diensten van de penitentiaire administratie die door de directeur-generaal individueel zijn aangewezen (art. 5, § 3) en die technisch gezien niet in staat zijn om vingerafdrukken te nemen en om de A.N.G. dus zelf te bevragen.

4. Artikelsgewijze bespreking

a) Artikel 1: begripsomschrijving

Dit artikel omschrijft de begrippen die in dit ontwerp van koninklijk besluit worden gebruikt.

b) Artikel 2: doel van de rechtstreekse bevraging

Dit artikel omschrijft het doel van de rechtstreekse bevraging van de A.N.G. ten behoeve van de FOD Justitie.

De rechtstreekse bevraging van de A.N.G. door de penitentiaire administratie moet de unieke identificatie van de gedetineerden maximaliseren via een vergelijking van de vingerafdrukken die de politie heeft genomen bij het begin van de strafrechtelijke keten met de vingerafdrukken die de penitentiaire inrichtingen aan het einde van de strafrechtelijke keten hebben genomen in het kader van de uitvoering van een vrijheidsbenemende maatregel, een veiligheidsmaatregel of een vrijheidsbenemende straf.

Aangezien de notie van de rechtstreekse bevraging geïllustreerd en gedefinieerd wordt in artikel 1 van huidig ontwerp en daarin rechtstreeks wordt verwezen naar artikel 44/11/4, § 3, van de wet op het politiebureau, is het niet nodig om, zoals het Controleorgaan op de politiebureau informatie vraagt in punt 11 van zijn advies (DPA-A-000011/2019 van 4 februari 2019) in artikel 2 deze verwijzing naar artikel 44/11/4, § 3, van de wet op het politiebureau te hernemen.

Die unieke identificatie stelt aldus de FOD Justitie in staat om de juistheid van de verwerkte identiteiten op een objectieve basis te waarborgen, evenals de uniciteit van het individuele detentiedossier waarin alle gegevens met betrekking tot eenzelfde gedetineerde moeten worden gecentraliseerd. Detentiedossiers kunnen dus ofwel worden samengevoegd (verschillende identiteitsgegevens maar hetzelfde AFIS-nummer) of gesplitst indien er maar één was (zelfde identiteitsgegevens maar verschillend AFIS-nummer).

Het is immers mogelijk dat eenzelfde gedetineerde in verschillende periodes werd opgesloten onder meerdere identiteiten of aliasen, of dat een persoon zich laat opsluiten in de plaats van iemand anders. Dit proces zal het mogelijk maken om, in geval van een samenvoeging, de detentie te beheren op basis van exhaustieve informatie en, in geval van een splitsing, de juistheid van de verwerkte gegevens voor elk van de gedetineerden te waarborgen.

Het doel bepaalt meteen al de categorieën van persoonsgegevens en informatie die in dit proces zullen worden verwerkt. Aangezien het doel erin bestaat bij te dragen tot de unieke identificatie van gedetineerden, is het logisch dat enkel de gegevens met betrekking tot deze identificatie worden verwerkt.

In die optiek zijn gegevens zoals de banden met andere personen, plaatsen of voorwerpen, het strafrechtelijk verleden of verstoring van de openbare orde niet relevant en worden zij dus niet verwerkt in het kader van dit proces.

c) Artikel 3: "need to know" en soorten vragen gesteld tijdens de rechtstreekse bevraging

Dit artikel bepaalt, in de zin van artikel 44/11/12, § 2, a), van de wet op het politiebureau, de "need to know" van de FOD Justitie en bijgevolg de precieze inhoud van de rechtstreekse bevraging van de A.N.G.

De rechtstreekse bevraging van de A.N.G. door de penitentiaire administratie heeft bijgevolg betrekking op de volgende elementen:

1. nagaan of er overeenstemming is tussen de vingerafdrukken die voor de gedetineerde zijn genomen en de vingerafdrukken die de A.N.G. bevat van de personen die bij de gerechtelijke politie zijn gekend en bedoeld in artikel 44/5, § 3, van de wet op het politiebureau. De vergelijking wordt evenwel enkel gemaakt, zoals gevraagd door het Controleorgaan, met volgende categorieën van personen (Advies COC-DPA-A-000011/2019 van 4 februari 2019, punt 13) :

- de verdachten van een strafbaar feit en de veroordeelde personen;
- de daders en verdachten van een door de politie vastgestelde administratief gesanctioneerde inbreuk;
- de personen die op verdachte wijze overleden zijn;
- de vermiste personen;
- de ontsnapte personen of de personen die gepoogd hebben te ontsnappen;

2. Connaître les données nécessaires pour obtenir plus d'informations auprès de l'autorité compétente, à savoir :

- a. les numéros de procès-verbaux à l'occasion desquels la personne a été dactyloscopiée par la police
- b. les identités enregistrées dans la B.N.G. lors de ces relevés dactyloscopiques
- c. le numéro AFIS de la personne concernée

La notion d'autorité compétente désigne tant le parquet initialement saisi des faits que le service de police ayant procédé aux constatations, auxquels l'administration pénitentiaire peut s'adresser lorsque l'identification n'est pas suffisante sur la base de la comparaison des données d'identité associées aux données dactyloscopiques de la B.N.G. (cas de figure développé sous le point d) 2).

d) Article 4 : traitement des données issues de la B.N.G. par le SPF Justice

Cet article précise les traitements réalisés par l'administration pénitentiaire sur la base de la réponse fournie suite à l'interrogation directe de la B.N.G. afin d'apporter une réponse à la question de l'administration pénitentiaire (y-a-t-il ou non concordance avec les empreintes et les identités communiquées lors de l'interrogation). Il y a lieu de noter que si l'interrogation de la B.N.G. est automatisée, l'analyse de la réponse provenant de la B.N.G. est réalisée par un processus de travail humain. Pour répondre à la remarque reprise au point 8 de l'avis de l'Organe de contrôle de l'information policière quant à ce projet (COC-DPA-A-000011/2019 du 4 février 2019), cette interrogation directe de la B.N.G. au profit du SPF Justice n'est pas un processus qui est fondé « exclusivement sur un traitement automatisé » puisque, comme indiqué supra, l'analyse de la réponse provenant de la B.N.G. est réalisée sur la base d'une intervention humaine. Si le recours à l'automatisation constitue donc une aide, laquelle favorise l'objectivité et l'objectivation requises dans ce processus technique, une intervention humaine a donc bel et bien lieu. C'est d'ailleurs ce qui ressort de l'article 4 qui indique dans son § 1^{er} que les données sont gardées le temps strictement nécessaire pour établir la concordance entre l'identité sous laquelle le détenu est connu par l'administration pénitentiaire et l'identité enregistrée dans la B.N.G. et dans son § 2 où il est mentionné qu'en absence de concordance suffisante entre ces identités, une enquête administrative est ouverte.

Ce même principe (intervention humaine) est repris à l'article 5, § 3 du présent projet.

En outre, il ne s'agit pas de prendre une décision individuelle dans le sens de l'article 22 du Règlement 2016/679. D'une part parce que cette comparaison s'applique à tous les détenus, et d'autre part, parce que cette comparaison n'affecte pas les droits juridiques personnels des détenus mais constitue simplement une correcte exécution des missions légales des institutions pénitentiaires (l'identification correcte des détenus) ou de la police. C'est très certainement le cas, lorsque la police compare les empreintes prises par l'administration pénitentiaire avec les traces laissées sur les scènes de crimes dans le cadre de l'exécution de ses missions visées à l'article 15 de la loi sur la fonction de police.

En d'autres termes, la correcte exécution de l'action de la Justice ne peut pas être comprise comme une atteinte aux droits personnels des détenus et ne nécessite pas à chaque fois une communication personnalisée.

Précisons néanmoins comme déjà mentionné dans la dernier paragraphe du point 3, que l'enregistrement du numéro AFIS dans la banque de données du SPF Justice est également automatique de manière à exclure toute erreur de transcription. Deux types de scénarios déjà abordés sous le point 3 a), b) sont envisageables. L'article 4 définit ces scénarios et détermine pour chacun d'entre eux le traitement des données issues de la B.N.G. et le délai dans lequel celui-ci doit être réalisé.

1) les données dactyloscopiques de l'interrogation correspondent à des données dactyloscopiques enregistrées dans la BNG et l'identification est positive sur la seule base de la comparaison des données d'identité provenant de la B.N.G. Dans ce cas, seul le numéro AFIS est enregistré par l'administration pénitentiaire (ils s'agit pour rappel d'une clé de recherche objective d'une personne indépendamment de son identité constatée ou déclarée au travers de l'ensemble de la chaîne pénale). Les autres données sont conservées le temps strictement nécessaire à l'établissement de la concordance suffisante entre les identités et au maximum 15 jours. Par concordance suffisante, on désigne la correspondance parfaite entre les identités, mais également certaines différences mineures qui, mises en perspectives avec l'ensemble des éléments d'identification disponibles, ne remettent pas l'identification du détenu en cause. Ceci sera notamment le cas lorsqu'une erreur matérielle a été commise dans l'un ou l'autre système (intervention de lettres ou de chiffre par exemple).

2. kennen van de gegevens die noodzakelijk zijn om meer informatie te bekomen vanwege de bevoegde overheid, te weten:

- a. de nummers van de processen-verbaal in het kader waarvan de persoon werd gedactyloscopeerd door de politie;
- b. de in de A.N.G. geregistreerde identiteiten bij die dactyloscopische afnames;
- c. het AFIS-nummer van de betrokken persoon.

Het begrip 'bevoegde overheid' verwijst zowel naar het parket waarbij de feiten initieel aanhangig werden gemaakt als naar de politiedienst die de vaststellingen heeft gedaan, waartoe de penitentiaire administratie zich kan richten wanneer de identificatie niet volstaat op basis van de vergelijking van de geassocieerde identiteitsgegevens met de dactyloscopische gegevens in de A.N.G. Zie casus in punt d), 2).

d) Artikel 4: verwerking van de gegevens afkomstig uit de A.N.G. door de FOD Justitie

Dit artikel omschrijft de verwerkingen die de penitentiaire administratie uitvoert op grond van het antwoord dat de rechtstreekse bevraging van de A.N.G. heeft opgeleverd, teneinde een antwoord te bieden op de vraag van de penitentiaire administratie (is er al dan niet sprake van overeenstemming tussen de vingerafdrukken en de identiteiten die tijdens de bevraging zijn meegedeeld). Hoewel de bevraging van de A.N.G. geautomatiseerd is, verloopt de analyse van het antwoord afkomstig uit de A.N.G. via een menselijk werkproces. In antwoord op punt 8 van het advies van het Controleorgaan op de politionele informatie (COC-DPA-A-000011/2019 van 4 februari 2019) kan erop gewezen worden dat deze rechtstreekse bevraging van de A.N.G. ten behoeve van de FOD Justitie geen proces is dat "exclusief gestoeld is op geautomatiseerde besluitvorming" aangezien, zoals hoger reeds toegelicht, de analyse van het antwoord afkomstig van de A.N.G. gebeurt middels een menselijke interventie. De automatisering vormt in dit proces dus een hulpmiddel, dat ook zorgt voor de vereiste objectiviteit en objectivering in dit technische proces, maar er is ook daadwerkelijk sprake van een menselijke interventie. Dit vloeit overigens ook voort uit artikel 4, § 1, waarin gesteld wordt dat de gegevens worden bewaard gedurende de tijd die strikt noodzakelijk is voor het vaststellen van de overeenstemming tussen de identiteit waaronder de gedetineerde gekend is bij de penitentiaire administratie en de identiteit die in de A.N.G. is geregistreerd en uit § 2 van hetzelfde artikel waarin verduidelijkt wordt dat in geval van onvoldoende overeenstemming, er een administratief onderzoek wordt gevoerd.

Ditzelfde principe (menselijke interventie) is af te leiden uit artikel 5, § 3, van dit ontwerp.

Bovendien wordt hier geen individuele beslissing genomen zoals bedoeld in artikel 22 van de Verordening 2016-679. Enerzijds omdat deze vergelijking gebeurt voor alle gedetineerden, en anderzijds omdat deze vergelijking de individuele rechten van de gedetineerden niet aantast, maar integendeel louter de correcte uitvoering behelst van de wettelijke opdrachten van de penitentiaire inrichtingen (de correcte identificatie van gedetineerden) of van de politie. Dit is zeker het geval wanneer de politie de door de penitentiaire administratie genomen vingerafdrukken vergelijkt met de sporen achtergelaten op de plaats delict in het kader van de uitoefening van haar opdrachten bedoeld in artikel 15 van de wet op het politieambt.

Met andere woorden, de correcte uitvoering van een gerechtelijk optreden kan niet worden beschouwd als een aanslag op de persoonlijke rechten van gedetineerden en vereist niet telkens een persoonlijke kennisgeving.

Zoals reeds vermeld in de laatste paragraaf van punt 3, verduidelijken wij evenwel dat de registratie van het AFIS-nummer in de gegevensbank van de FOD Justitie eveneens automatisch verloopt teneinde transcriptiefouten uit te sluiten. Zoals besproken in de punten 3 a), b) zijn twee scenario's mogelijk. Artikel 4 omschrijft die scenario's en bepaalt voor elk daarvan de verwerking van de gegevens afkomstig uit de A.N.G. en de termijn waarin dit moet gebeuren.

1) De dactyloscopische gegevens van de bevraging stemmen overeen met dactyloscopische gegevens die zijn geregistreerd in de A.N.G., en de identificatie is positief op basis van de vergelijking met de identiteitsgegevens afkomstig uit de A.N.G. In dat geval registreert de penitentiaire administratie enkel het AFIS-nummer (het gaat, ter herinnering, om een objectieve zoekleutel voor een persoon, los van zijn identiteit die werd vastgesteld of verklaard doorheen de volledige strafrechtelijke keten). De andere gegevens worden bewaard gedurende de tijd die strikt noodzakelijk is voor het vaststellen of er voldoende overeenstemming is, en maximaal gedurende 15 dagen. 'Voldoende overeenstemming' duidt op de volkomen overeenstemming tussen de identiteiten, maar ook bepaalde geringe verschillen die, in het licht van alle beschikbare identificatie-elementen, de identificatie van de gedetineerde niet ter discussie stellen. Dat zal meer bepaald het geval zijn wanneer een materiële fout werd gemaakt in een of ander systeem (omwisseling van letters of cijfers bijvoorbeeld).

2) Lorsque la concordance entre les identités connues par le SPF Justice et par la police est insuffisante, les données contenues dans la réponse de la B.N.G. sont traitées par le SPF Justice, le temps nécessaire à l'enquête administrative. A l'issue de celle-ci et au maximum 3 mois après la réalisation de l'interrogation directe, seul le numéro AFIS est enregistré par le SPF Justice.

3) Enfin, il se peut dans des cas exceptionnels que l'identification ne puisse être confirmée sur la base de la B.N.G. car aucune empreinte correspondante n'y a été trouvée. Il s'agit de cas dans lesquels les empreintes de la personne n'ont pas pu être prises au stade du traitement policier, par exemple, en cas de dysfonctionnement technique momentané de la FIT-station du service de police lors de la privation de liberté. Si au moment de la comparaison, il n'existe aucune donnée dactyloscopique correspondante dans la B.N.G., l'administration pénitentiaire en informe la police fédérale afin que le numéro AFIS créé à l'occasion de l'interrogation directe soit lié à l'entité correspondante déjà existante dans la B.N.G. Le destinataire et les modalités de cette information sont prévues dans le protocole visé à l'article 7.

Dans les deux cas, le numéro AFIS est enregistré par le SPF Justice. En effet, lors d'événements ultérieurs d'une même personne, ceci permet, dès la réception de la réponse de la B.N.G., d'automatiquement comparer le numéro AFIS communiqué par la police avec les numéros AFIS déjà traités par le SPF Justice et d'établir un lien avec un dossier de détention préexistant. Pour rappel, l'utilisation du numéro AFIS favorise du reste la traçabilité d'un individu dans l'intégralité de la chaîne pénale, indépendamment des identités dont il peut faire usage.

Même si ce système de traitement partiellement automatisé peut être considéré comme une nouvelle technologie portant sur des données biométriques, au sens de l'article 35 du GDPR, le contexte de son utilisation ainsi que la nature, la finalité et la portée des traitements réalisés ne constituent pas un traitement approfondi et invasif de données biométriques :

- tout d'abord, le but de ce traitement est avant tout administratif (fusion/scission de dossier) et ne comporte dès lors pas un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques;

- ensuite il s'agit de traiter des données de personnes qui ont déjà fait l'objet d'une décision rendue par un juge indépendant et dont les empreintes digitales sont par ailleurs déjà traitées tant par la police que par le SPF Justice;

- enfin, comme expliqué au point 1, la tenue de données à jour, en ce compris donc les données liées à l'identité constitue une obligation pour le responsable du traitement.

Néanmoins, comme demandé par l'Organe de contrôle (Avis COC-DPA-A-000011/2019 du 4 février 2019, point 9), une analyse d'impact sera réalisée par les responsables du traitement.

e) Article 5 : caractère automatisé de l'interrogation, obligation de tenir des fichiers de journalisation, catégories de membres du personnel de l'administration pénitentiaire qui peuvent traiter les résultats de l'interrogation directe la B.N.G.

Le caractère automatisé de l'interrogation est imposé. Celui-ci a déjà été largement commenté in fine du point 3.

Comme l'article 56 de la loi protection des données à caractère personnel le précise, des fichiers de journalisation doivent être tenus pour tous les traitements relatifs à la BNG. Comme l'interrogation directe de la BNG est un traitement de données, celle-ci doit être journalisée.

Le contenu minimal de ces journaux est fixé à l'article 56 de la loi protection des données à caractère personnel qui stipule que « § 1^{er}. Les fichiers de journalisation sont établis dans des systèmes de traitement automatisé au moins pour les traitements suivants: la collecte, la modification, la consultation, la communication, y compris les transferts, l'interconnexion et l'effacement.

Les fichiers de journalisation de consultation et de communication permettent d'établir:

1° le motif, la date et l'heure de ces traitements;

2) Wanneer de overeenstemming tussen de identiteiten die zijn gekend door de FOD Justitie en de politie niet voldoende is, worden de gegevens die zijn vervat in het antwoord van de A.N.G. verwerkt door de FOD Justitie gedurende de tijd die nodig is voor het administratief onderzoek. Na afloop daarvan en uiterlijk drie maanden na het uitvoeren van de rechtstreekse bevraging registreert de FOD Justitie enkel het AFIS-nummer.

3) Ten slotte, kan het voorkomen dat in uitzonderlijke gevallen de identificatie niet kan worden bevestigd op grond van de A.N.G., aangezien geen enkele overeenstemmende vingerafdruk werd gevonden. Het gaat om de gevallen waarin de vingerafdrukken van de personen niet konden worden genomen in het stadium van de politionele afhandeling, bijvoorbeeld wegens een tijdelijke technische storing van het FIT-station van de politiedienst op het tijdstip van de vrijheidsbeneming. Indien er op het tijdstip van de vergelijking geen enkel overeenstemmend dactyloscopisch gegeven bestaat in de A.N.G., stelt de penitentiaire administratie de federale politie daarvan in kennis opdat het AFIS-nummer dat naar aanleiding van de rechtstreekse bevraging werd gecreëerd, zou worden gekoppeld aan de overeenstemmende entiteit die reeds bestaat in de A.N.G.. De bestemming en de nadere regels van deze informatie zijn opgenomen in het protocol bedoeld in artikel 7.

In de beide gevallen wordt het AFIS nummer geregistreerd door de FOD Justitie. Dit laat immers toe om, bij latere opsluitingen van eenzelfde persoon, vanaf de ontvangst van het antwoord van de ANG automatisch het van de politie ontvangen AFIS-nummer te vergelijken met het AFIS-nummer dat reeds verwerkt wordt door de FOD Justitie en een link vast te stellen met een reeds bestaand detentiedossier. Ter herinnering, het gebruik van het AFIS-nummer bevordert de traceerbaarheid van een persoon doorheen de verschillende fases van de strafrechtstroken, dit los van de identiteiten waarvan ze gebruik maakt.

Hoewel dit gedeeltelijk geautomatiseerde verwerkingssysteem kan worden beschouwd als een nieuwe technologie voor biometrische gegevens, in de zin van artikel 35 van de AVG, houden de context van het gebruik ervan alsook de aard, de finaliteit en de omvang van de uitgevoerde verwerkingen geen diepgaande en invasieve verwerking van biometrische gegevens in:

- het doel van die verwerking is in de eerste plaats van administratief aard (samenvoeging/splitsing van dossier) en houdt dus geen groot risico in voor de rechten en vrijheden van natuurlijke personen;

- het gaat vervolgens om het verwerken van de gegevens van personen die reeds het voorwerp vormen van een beslissing genomen door een onafhankelijke rechter en van wie de vingerafdrukken bijgevolg reeds zijn verwerkt door zowel politie als de FOD Justitie;

- zoals uitgelegd in punt 1, vormt het up-to-date houden van gegevens, waaronder dus de gegevens met betrekking tot de identiteit, een verplichting voor de verwerkingsverantwoordelijke.

Niettemin, zoals gevraagd door het Controleorgaan op de politionele informatie (advies COC-DPA-A-000011/2019 van 4 februari 2019, punt 9) zal er een gegevensbeschermingseffectbeoordeling worden uitgevoerd door de verwerkingsverantwoordelijken.

e) Artikel 5: geautomatiseerd karakter van de bevraging, verplichting om logbestanden bij te houden, categorieën van personeelsleden van de penitentiaire administratie die de resultaten van de rechtstreekse bevraging van de A.N.G. kunnen verwerken

Het geautomatiseerde karakter van de bevraging is verplicht. Dit werd reeds uitvoerig besproken in fine onder punt 3.

Zoals bepaald in artikel 56 van de wet bescherming persoonsgegevens, moeten logbestanden worden bijgehouden voor alle verwerkingen met betrekking tot de A.N.G. Aangezien de rechtstreekse bevraging van de A.N.G. een verwerking van gegevens inhoudt, moeten hiervan logbestanden worden bijgehouden.

De minimale inhoud van die logbestanden is vastgelegd in artikel 56 van de wet bescherming persoonsgegevens, dat bepaalt: "§ 1. De logbestanden van tenminste de volgende verwerkingen worden bijgehouden in systemen voor geautomatiseerde verwerking: de verzameling, wijziging, raadpleging, bekendmaking, met inbegrip van de doorgiften, de combinatie en de wissing.

De logbestanden van de raadpleging en de bekendmaking maken het mogelijk om het volgende te achterhalen:

1° de redenen, de datum en het tijdstip van die verwerkingen;

2° les catégories de personnes qui ont consulté les données à caractère personnel, et si possible, l'identification de la personne qui a consulté ces données;

3° les systèmes qui ont communiqué ces données;

4° et les catégories de destinataires des données à caractère personnel, et si possible, l'identité des destinataires de ces données.

Le Roi peut déterminer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres après avis de l'autorité de contrôle compétente, d'autres types de traitements pour lesquels les fichiers de journalisation sont établis.

§ 2. Les fichiers de journalisation sont utilisés uniquement à des fins de vérification de la licéité du traitement, d'autocontrôle, de garantie de l'intégrité et de la sécurité des données à caractère personnel et à des fins visées à l'article 27.

§ 3. Le responsable du traitement et le sous-traitant mettent les journaux à la disposition de l'autorité de contrôle compétente, sur demande ».

La journalisation est réalisée tant par la police fédérale que par le SPF Justice, chacune en ce qui concerne les traitements qu'elle a réalisés.

Cet article précise enfin quels membres de l'administration pénitentiaire peuvent traiter les résultats de l'interrogation directe. Pour rappel l'interrogation directe en tant que telle est un processus, automatiquement initié par le relevé d'empreintes au sein d'un établissement, processus qui est tout à fait transparent pour l'opérateur de cette prise d'empreintes (déjà largement commenté in fine du point 3). Comme déjà expliqué, les risques de consultations irrégulières sont donc tout à fait résiduels et improbables. Afin de donner encore davantage de garanties par rapport au risque éventuel, le § 3 précise que les membres de l'administration pénitentiaire nommément désignés par leur Directeur général appartiennent aux services centraux de l'administration pénitentiaire. Ceci exclut qu'ils soient opérateurs dactyloscopiques au sein d'une prison et donc l'hypothèse déjà particulièrement improbable qu'ils puissent initier une interrogation directe abusive dont ils pourraient par la suite prendre connaissance des résultats.

En outre ce sont ces mêmes personnes qui peuvent réaliser les enquêtes administratives visées à l'article 4, § 2.

Suite au point 4.2 de l'avis 65.060/1 du Conseil d'Etat, il est précisé au § 3 de l'article 5 que ces personnes sont en outre soumises à la confidentialité des données auxquelles elles ont accès.

Dans son avis 58.082/2/V du 7 septembre 2015 concernant un projet d'arrêté royal relatif à l'interrogation directe de la Banque de données nationale générale visée à l'article 44/7 de la loi sur la fonction de police par les membres du personnel désignés de l'Office des Etrangers, le conseil d'Etat avait indiqué que « Dès lors que l'alinéa 1^{er} prévoit un engagement de confidentialité de la part des membres du personnel de l'Office des étrangers, l'article 458 du Code pénal est appelé à s'appliquer.

Il n'est donc pas nécessaire et il n'est d'ailleurs pas du pouvoir du Roi de la confirmer ».

La même formulation que celle dudit arrêté royal est reprise dans le paragraphe 3.

f) Article 6 : mesures de sécurité, rôle du délégué à la protection des données

L'article 6 concerne les modalités relatives à la sécurité entourant ce processus d'interrogation directe.

Si le projet d'arrêté royal les rend obligatoires, comme elles sont par nature évolutives, leur description concrète se fera dans un protocole d'accord entre la police fédérale et le SPF Justice.

En deuxième lieu, cet article impose en outre que le délégué à la protection des données du SPF Justice soit associé à ce processus d'interrogation directe de la BNG.

Il est amené d'une part à collaborer avec le délégué à la protection des données de la BNG, notamment pour lui communiquer les incidents et les brèches de sécurité qui mettent en péril l'intégrité, la fiabilité, la disponibilité de la B.N.G., et d'autre part, à être point de contact officiel pour les autorités de protection des données, soit l'Autorité de protection des données pour le SPF Justice et l'Organe de contrôle de l'information policière pour la police.

2° de categorieën van personen die persoonsgegevens hebben geraadpleegd, en indien mogelijk, de identiteit van de persoon die persoonsgegevens heeft geraadpleegd;

3° de systemen die deze persoonsgegevens bekendgemaakt hebben;

4° en de categorieën van de ontvangers van die persoonsgegevens en indien mogelijk, de identiteit van de ontvangers van die persoonsgegevens.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en na advies van de bevoegde toezichhoudende autoriteit, andere soorten van verwerking bepalen waarvoor logbestanden moeten worden opgesteld.

§ 2. De logbestanden worden uitsluitend gebruikt om te controleren of de verwerking rechtmatig is, voor interne controles, ter waarborging van de integriteit en de beveiliging van de persoonsgegevens en voor doeleinden bedoeld in artikel 27.

§ 3. De verwerkingsverantwoordelijke en de verwerker stellen de logbestanden desgevraagd ter beschikking van de bevoegde toezichhoudende autoriteit.”.

De logbestanden worden bijgehouden door zowel de federale politie als de FOD Justitie, elk voor wat de eigen verwerkingen betreft.

Dit artikel bepaalt tot slot welke personeelsleden van de penitentiaire administratie de resultaten van de rechtstreekse bevraging mogen behandelen. Ter herinnering: de rechtstreekse bevraging als dusdanig is een proces, dat automatisch in gang wordt gezet door het nemen van vingerafdrukken in een inrichting, een proces dat volkomen transparant is voor de persoon die deze vingerafdrukken afneemt (reeds uitvoerig besproken in fine onder punt 3). Zoals reeds uitgelegd, zijn de risico's op onregelmatige raadplegingen dus quasi nihil en onwaarschijnlijk. Teneinde nog meer waarborgen te bieden ten aanzien van eventuele risico's, bepaalt § 3 dat de leden van de penitentiaire administratie die door de directeur-generaal bij naam zijn aangewezen, behoren tot de centrale diensten van de penitentiaire administratie. Dit sluit uit dat zij dactyloscopische operatoren in een gevangenis zouden zijn en dus de reeds hoogst onwaarschijnlijke hypothese dat zij een onrechtmatige rechtstreekse bevraging zouden kunnen aanvatten, waarbij zij vervolgens kennis zouden kunnen nemen van de resultaten.

Bovendien zijn het diezelfde personen die de administratieve onderzoeken zoals bedoeld in artikel 4, § 2, kunnen uitvoeren.

Gevolgvend aan het punt 4.2. van het advies 65.060/1 van de Raad van State, werd er gepreciseerd in § 3 van artikel 5 dat deze personen bovendien gehouden zijn aan de vertrouwelijkheidsplicht met betrekking tot de gegevens waar ze toegang toe hebben.

In zijn advies nr. 58.082/2/V van 7 september 2015 betreffende een ontwerp van Koninklijk besluit betreffende de rechtstreekse bevraging van de Algemene Nationale Gegevensbank bedoeld in artikel 44/7 van de wet op het politieambt door de aangewezen personeelsleden van de Dienst Vreemdelingenzaken, had de Raad van State aangegeven dat “Aangezien het eerste lid voorziet in een vertrouwelijkheidsverbintenis vanwege de personeelsleden van de dienst Vreemdelingenzaken, [...] het de bedoeling [is] dat artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing is.

Het is dus onnodig, en het behoort overigens niet tot de bevoegdheid van de Koning, zulks te bevestigen.”

Dezelfde formulering als deze gebruikt in voornoemd Koninklijk besluit wordt hernomen in paragraaf 3.

f) Artikel 6: veiligheidsmaatregelen, rol van de functionaris voor gegevensbescherming

Artikel 6 betreft de nadere regels inzake veiligheid die dit proces van rechtstreekse bevraging flankeren.

Hoewel het ontwerp van koninklijk besluit die regels verplicht maakt, zullen zij concreet worden beschreven in een protocolakkoord tussen de federale politie en de FOD Justitie, aangezien zij evolutief van aard zijn.

Daarnaast bepaalt dit artikel dat de functionaris voor gegevensbescherming van de FOD Justitie bij dit proces van rechtstreekse bevraging van de A.N.G. moet worden betrokken.

Hij moet ten eerste samenwerken met de functionaris voor gegevensbescherming van de A.N.G., inzonderheid om hem in kennis te stellen van de incidenten en veiligheidslekken die de integriteit, betrouwbaarheid en beschikbaarheid van de A.N.G. in gevaar kunnen brengen, en ten tweede fungeren als officieel contactpunt voor de gegevensbeschermingsautoriteiten, te weten de Gegevensbeschermingsautoriteit voor de FOD Justitie en het Controleorgaan op de politieke informatie voor de politie.

Il devra en outre inclure dans sa politique de sécurité un volet relatif à l'interrogation directe des données de la B.N.G. dans le cadre de la finalité visée à l'article 2.

g) Article 7 : protocole d'accord

Le projet d'arrêté royal impose la rédaction d'un protocole d'accord entre le SPF Justice et la police fédérale.

Si, comme le souligne l'Autorité de protection des données dans le point 154 de son avis n° 33/2018 du 11 avril 2018 relatif à l'avant-projet de loi relatif à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, un protocole d'accord ne constitue pas une base légale suffisante, c'est un instrument permettant de déterminer des modalités concrètes de l'interrogation directe, lesquelles constitueront une base de travail concrète sur laquelle le processus d'interrogation directe reposera.

Afin de s'assurer que les règles et principes en matière de protection des données d'une part et de circulation optimale de celles-ci d'autre part sont respectés, ce protocole sera soumis à l'avis de l'Organe de contrôle de l'information policière.

Enfin pour répondre aux remarques reprises aux points 20 et 21 de l'avis de l'Organe de contrôle (Avis COC-DPA-A-000011/2019 du 4 février 2019), le présent projet d'arrêté royal se limite à régler l'interrogation directe de la B.N.G. au profit du Service Public Fédéral Justice dans le but de contribuer à l'identification unique des détenus.

Ce projet n'a pas pour but de régler toutes les communications de données entre la police et les institutions pénitentiaires ou d'autres destinataires. Une telle vue méconnaîtrait le principe de limitation de la délégation au Roi prévue à l'article 44/11/12, § 2 de la loi sur la fonction de police.

A titre d'exemple, si les empreintes digitales provenant des institutions pénitentiaires sont comparées avec les traces laissées sur le lieu de crimes et qu'il y a une concordance, la police peut bien entendu communiquer cette concordance aux autorités judiciaires. Cette communication trouve son assise juridique notamment à l'article 44/11/7 de la loi sur la fonction de police.

A l'identique, si le SPF Justice ou la police estime devoir communiquer le numéro AFIS aux autorités judiciaires ou administratives (par exemple l'office des étrangers), cette communication se fera dans le cadre des bases juridiques existantes comme par exemple l'article 30bis, § 6 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

La remarque de l'Organe de contrôle trouvant son origine dans la référence à un traitement ultérieur dans le protocole visé à l'article 7, les rédacteurs y suppriment cette référence non-substantielle par soucis de cohérence.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

11 MARS 2019. — Arrêté royal relatif aux modalités d'interrogation directe de la Banque de Données nationale générale visée à l'article 44/7 de la loi sur la fonction de police au profit du Service public fédéral Justice dans le but de contribuer à l'identification unique des détenus

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, les articles 44/11/9 et 44/11/12, § 1^{er}, 2^o et § 2, insérés par la loi du 18 mars 2014 et modifiés par la loi du 21 avril 2016;

Vu la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus, l'article 107, § 2;

Bovendien moet hij in zijn veiligheidsbeleid een onderdeel opnemen met betrekking tot de rechtstreekse bevraging van de gegevens van de A.N.G. in het kader van de doelstelling bedoeld in artikel 2.

g) Artikel 7: protocolakkoord

Het ontwerp van koninklijk besluit bepaalt dat een protocolakkoord tussen de FOD Justitie en de federale politie moet worden opgesteld.

Hoewel - zoals onderstreept door de Gegevensbeschermingsautoriteit in punt 154 van haar advies nr. 33/2018 van 11 april 2018 betreffende het voorontwerp van wet betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens - een protocolakkoord niet volstaat als wettelijke grondslag, betreft het een instrument waarmee de concrete nadere regels van de rechtstreekse bevraging kunnen worden bepaald, en die een concrete werkbasis zullen vormen waarop het proces van rechtstreekse bevraging zal berusten.

Om ervoor te zorgen dat de regels en beginselen inzake gegevensbescherming enerzijds en inzake de optimale doorstroming ervan anderzijds in acht worden genomen, zal dit protocol ter advies worden voorgelegd aan het Controleorgaan op de politionele informatie.

Tot slot, in antwoord op de punten 20 en 21 van het advies van het Controleorgaan op de politionele informatie (Advies COC-DPA-A-000011/2019 van 4 februari 2019) kan erop gewezen worden dat dit ontwerp van koninklijk besluit zicht beperkt tot het regelen van de rechtstreekse bevraging van de ANG door de FOD Justitie met als doel bij te dragen tot de unieke identificatie van de gedetineerden.

Dit ontwerp heeft niet tot doel alle vormen van gegevensuitwisseling tussen de politie en de penitentiaire inrichtingen of andere bestemmingen te regelen. Een dergelijke visie zou indruisen tegen het principe van de beperkte delegatie aan de Koning zoals voorzien door artikel 44/11/12, § 2, van de wet op het politieambt.

Volgend voorbeeld kan gegeven worden: wanneer de vingerafdrukken afkomstig van de penitentiaire inrichtingen worden vergeleken met sporen achtergelaten op de plaats van het misdrijf en er een overeenstemming is, kan de politie deze overeenstemming vanzelfsprekend melden aan de gerechtelijke overheden. Deze mededeling vindt dan zijn rechtsgrond met name in artikel 44/11/7 van de wet op het politieambt.

In dezelfde optiek: als de FOD Justitie of de politie het nodig acht het AFIS-nummer mee te delen aan gerechtelijke of administratieve overheden (bijvoorbeeld de Dienst Vreemdelingenzaken zal dat gebeuren op basis van bestaande rechtsgronden zoals bijvoorbeeld artikel 30bis, § 6, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen).

Aangezien de opmerking van het Controleorgaan zijn grondslag vindt in de verwijzing naar een verdere verwerking in het protocol bedoeld in artikel 7, schrappen de stellers van het ontwerp deze niet-essentiële verwijzing met het oog op coherentie.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Justitie,
K. GEENS

11 MAART 2019. — Koninklijk besluit betreffende de nadere regels voor de rechtstreekse bevraging van de Algemene Nationale Gegevensbank bedoeld in artikel 44/7 van de wet op het politieambt ten behoeve van de Federale Overheidsdienst Justitie met het oogmerk bij te dragen tot de unieke identificatie van gedetineerden

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet op het politieambt van 5 augustus 1992, de artikelen 44/11/9 en 44/11/12, § 1, 2^o, en § 2, ingevoegd bij de wet van 18 maart 2014 en gewijzigd bij de wet van 21 april 2016;

Gelet op de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden, artikel 107, § 2;

Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, l'article 71, § 1^{er}, alinéa 3, 3°;

Vu l'exception relative à l'accomplissement de l'analyse d'impact de la réglementation, visée à l'article 8, § 1^{er}, 4°, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative;

Vu l'avis n° 000011/2019 de l'Organe de contrôle de l'information policière rendu le 4 février 2019;

Vu les avis de l'Inspecteur général des Finances, donnés les 8 et 16 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 décembre 2018;

Vu l'avis n° 65.060/1 du Conseil d'Etat, donné le 16 janvier 2019 en application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er} des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Justice et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « la loi sur la fonction de police » : la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police;

2° « la loi protection des données à caractère personnel » : la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

3° « l'interrogation directe de la B.N.G. » : le mécanisme visé à l'article 44/11/4, § 3, de la loi sur la fonction de police;

4° « la B.N.G. » : la banque de données nationale générale visée à l'article 44/7 de la loi sur la fonction de police;

5° « l'établissement » :

a) la prison visée à l'article 2, 15°, de la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus;

b) l'établissement ou la section de défense sociale organisé par l'autorité fédérale, visé à l'article 3, 4°, b) de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement;

6° « le détenu » : la personne visée à l'article 2, 4° de la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus;

7° « la direction qui gère les accès à la B.N.G. » : la direction visée à l'article 44/11, § 1^{er} de la loi sur la fonction de police;

8° « l'administration pénitentiaire » : l'administration visée à l'article 2, 11°, de la loi de principes du 12 Janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus;

9° « les données dactyloscopiques » : l'image numérisée des empreintes digitales d'un individu;

10° « la référence dactyloscopique unique » : le numéro unique permettant d'identifier une personne enregistrée dans la B.N.G. sur la base de ses empreintes digitales;

11° « Les fichiers de journalisation » : les fichiers prévus à l'article 56 de la loi protection des données à caractère personnel.

Art. 2. Afin de contribuer à l'identification unique des détenus, une interrogation directe de la B.N.G. est effectuée pour chaque détenu sur la base des données dactyloscopiques prélevées lors de tout nouvel enregistrement d'un détenu au rôle d'un établissement.

Les données dactyloscopiques des détenus sont accompagnées des catégories de données à caractère personnel suivantes :

1° le nom et le prénom du détenu;

Gelet op de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, artikel 71, § 1, derde lid, 3°;

Gelet op de uitzondering voor het verrichten van de regelgeving-simpactanalyse, bedoeld in artikel 8, § 1, 4°, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies nr. 000011/2019 van het Controleorgaan op de politionele informatie, gegeven op 4 februari 2019;

Gelet op de adviezen van de inspecteur-generaal van Financiën, gegeven op 8 en 16 november 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 3 december 2018;

Gelet op het advies nr. 65.060/1 van de Raad van State, gegeven op 16 januari 2019, met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Justitie en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder:

1° « de wet op het politieambt » : de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt;

2° « de wet bescherming persoonsgegevens » : de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;

3° « de rechtstreekse bevraging van de A.N.G. » : het mechanisme bedoeld in artikel 44/11/4, § 3, van de wet op het politieambt;

4° « de A.N.G. » : de Algemene Nationale Gegevensbank bedoeld in artikel 44/7 van de wet op het politieambt;

5° « de inrichting » :

a) de gevangenis bedoeld in artikel 2, 15°, van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden;

b) de door de federale overheid georganiseerde inrichting of afdeling tot bescherming van de maatschappij bedoeld in artikel 3, 4°, b), van de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering;

6° « de gedetineerde » : de persoon bedoeld in artikel 2, 4° van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden;

7° « de directie die de toegangen tot de A.N.G. beheert » : de directie bedoeld in artikel 44/11, § 1, van de wet op het politieambt;

8° « de penitentiaire administratie » : de administratie bedoeld in artikel 2, 11°, van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden;

9° « de dactyloscopische gegevens » : het gedigitaliseerde beeld van de vingerafdrukken van een individu;

10° « de unieke dactyloscopische referentie » : het unieke nummer waarmee een in de A.N.G. geregistreerde persoon kan worden geïdentificeerd aan de hand van zijn vingerafdrukken;

11° « de logbestanden » : de bestanden bedoeld in artikel 56 van de wet bescherming persoonsgegevens.

Art. 2. Teneinde bij te dragen tot de unieke identificatie van gedetineerden wordt voor elke gedetineerde een rechtstreekse bevraging van de A.N.G. uitgevoerd op basis van de dactyloscopische gegevens die worden afgenomen bij elke nieuwe inschrijving van een gedetineerde op de rol van een inrichting.

De dactyloscopische gegevens van de gedetineerden gaan vergezeld van de volgende categorieën van persoonsgegevens:

1° de naam en voornaam van de gedetineerde;

2° le sexe du détenu;

3° le cas échéant, la date de naissance et la nationalité;

4° le numéro de référence administratif unique lié à l'appareil à l'aide duquel les données dactyloscopiques ont été prélevées.

Art. 3. L'interrogation directe de la B.N.G. porte sur :

1° l'existence d'une concordance entre les données dactyloscopiques prélevées sur les détenus et celles des personnes visées à l'article 44/5, § 3, 1° à 5° de la loi sur la fonction de police qui sont enregistrées dans la B.N.G.;

2° les données nécessaires pour obtenir plus d'informations auprès de l'autorité compétente :

a. la référence des procès-verbaux dans le cadre desquels le détenu a déjà été dactyloscopié;

b. les identités enregistrées en B.N.G. pour ces données dactyloscopiques;

c. la référence dactyloscopique unique.

Art. 4. § 1^{er}. Lorsqu'il y a une concordance entre les données dactyloscopiques transmises par l'administration pénitentiaire et celles enregistrées dans la B.N.G., et si il existe une concordance suffisante entre l'identité sous laquelle le détenu est connu par le Service public fédéral Justice et l'identité enregistrée dans la B.N.G., alors les données provenant de l'interrogation directe sont conservées le temps strictement nécessaire à l'établissement de cette concordance suffisante et au maximum 15 jours à partir de la réception de la réponse, à l'exception de la référence dactyloscopique unique, qui est rajoutée aux données d'identification traitées par le Service public fédéral Justice dans le cadre de ses missions relatives à l'exécution des peines et des mesures privatives de liberté et de la gestion des établissements.

§ 2. Lorsqu'il y a une concordance entre les données dactyloscopiques transmises par l'administration pénitentiaire et celles enregistrées dans la B.N.G., et si il n'existe pas une concordance suffisante entre l'identité sous laquelle le détenu est connu par le Service Public Fédéral Justice et l'identité enregistrée dans la B.N.G., alors, une enquête administrative est effectuée afin de déterminer si le détenu a déjà été écroué sous l'une ou l'autre des identités enregistrées dans la B.N.G.

A l'issue de cette enquête et au maximum trois mois après l'interrogation directe, seule la référence dactyloscopique unique est rajoutée aux données d'identification traitées par le Service public fédéral Justice dans le cadre de ses missions relatives à l'exécution des peines et des mesures privatives de liberté et de la gestion des établissements.

§ 3. Lorsque les données dactyloscopiques transmises par l'administration pénitentiaire n'existent pas dans la B.N.G., la réponse fournie par la B.N.G. contient la référence dactyloscopique unique attribuée par la B.N.G. à l'occasion de cette interrogation directe.

Celle-ci est rajoutée aux données d'identification traitées par le Service public fédéral Justice dans le cadre de ses missions relatives à l'exécution des peines et des mesures privatives de liberté et de la gestion des établissements.

Art. 5. § 1^{er}. L'interrogation directe de la B.N.G. est réalisée à l'aide d'un système automatisé.

§ 2. Tous les traitements réalisés dans le cadre de ce processus d'interrogation directe font l'objet de fichiers de journalisation qui sont conservés pendant au minimum 10 ans à partir du traitement réalisé.

2° het geslacht van de gedetineerde;

3° in voorkomend geval, de geboortedatum en nationaliteit;

4° het unieke administratieve referentienummer dat gekoppeld is aan het toestel waarmee de dactyloscopische gegevens werden afgenomen.

Art. 3. De rechtstreekse bevraging van de A.N.G. heeft betrekking op:

1° het bestaan van een overeenstemming tussen de dactyloscopische gegevens die zijn afgenomen van de gedetineerden en deze van de personen bedoeld in artikel 44/5, § 3, 1° tot 5° van de wet op het politieambt die zijn geregistreerd in de A.N.G.;

2° de gegevens die noodzakelijk zijn om meer informatie te bekomen vanwege de bevoegde overheid:

a. de referentie van de processen-verbaal in het kader waarvan de gedetineerde reeds werd gedactyloscopeerd;

b. de in de A.N.G. geregistreerde identiteiten voor die dactyloscopische gegevens;

c. de unieke dactyloscopische referentie.

Art. 4. § 1. In geval van een overeenstemming tussen de dactyloscopische gegevens die zijn overgezonden door de penitentiaire administratie en de dactyloscopische gegevens die geregistreerd zijn in de A.N.G., en indien er voldoende overeenstemming bestaat tussen de identiteit waaronder de gedetineerde gekend is bij Federale Overheidsdienst Justitie en de identiteit die in de A.N.G. is geregistreerd, worden de gegevens afkomstig uit de rechtstreekse bevraging bewaard gedurende de tijd die strikt noodzakelijk is voor het vaststellen van die voldoende overeenstemming en maximaal gedurende 15 dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het antwoord, met uitzondering van de unieke dactyloscopische referentie, die wordt toegevoegd aan de identificatiegegevens verwerkt door de Federale Overheidsdienst Justitie in het kader van zijn opdrachten betreffende de tenuitvoerlegging van vrijheidsbenemende straffen en maatregelen en het beheer van de inrichtingen.

§ 2. In geval van een overeenstemming tussen de dactyloscopische gegevens die zijn overgezonden door de penitentiaire administratie en de dactyloscopische gegevens die geregistreerd zijn in de A.N.G., en indien er onvoldoende overeenstemming bestaat tussen de identiteit waaronder de gedetineerde gekend is bij de Federale Overheidsdienst Justitie en de identiteit die in de A.N.G. is geregistreerd, wordt een administratief onderzoek gevoerd om te bepalen of de gedetineerde reeds werd opgesloten onder de een of andere identiteit die geregistreerd is in de A.N.G.

Na afloop van dat onderzoek en uiterlijk drie maanden na de rechtstreekse bevraging, wordt enkel de unieke dactyloscopische referentie toegevoegd aan de identificatiegegevens verwerkt door de Federale Overheidsdienst Justitie in het kader van zijn opdrachten betreffende de tenuitvoerlegging van vrijheidsbenemende straffen en maatregelen en het beheer van de inrichtingen.

§ 3. Wanneer de door de penitentiaire administratie overgezonden dactyloscopische gegevens niet bestaan in de A.N.G., bevat het antwoord van de A.N.G. de unieke dactyloscopische referentie die door de A.N.G. is toegekend ingevolge deze rechtstreekse bevraging.

Deze wordt toegevoegd aan de identificatiegegevens verwerkt door de Federale Overheidsdienst Justitie in het kader van zijn opdrachten betreffende de tenuitvoerlegging van vrijheidsbenemende straffen en maatregelen en het beheer van de inrichtingen.

Art. 5. § 1. De rechtstreekse bevraging van de A.N.G. gebeurt aan de hand van een geautomatiseerd systeem.

§ 2. Alle uitgevoerde verwerkingen in het kader van dit proces van rechtstreekse bevraging worden opgenomen in logbestanden die gedurende minstens 10 jaar worden bewaard, te rekenen vanaf de uitgevoerde verwerking.

§ 3. Seuls les membres du personnel individuellement désignés par le directeur général de l'administration pénitentiaire parmi les membres des services centraux de l'administration pénitentiaire sont autorisés à exploiter les données provenant de l'interrogation directe de la B.N.G. dans le cadre de l'article 4 et à réaliser l'enquête administrative visée à l'article 4 § 2.

L'administration pénitentiaire tient à jour la liste de ceux-ci.

Elle est tenue à la disposition des autorités de contrôle compétentes.

Les membres du personnel individuellement désignés s'engagent par écrit à la confidentialité des données auxquelles ils ont accès. Cet engagement est versé dans leur dossier personnel. Ils sont soumis au devoir de réserve dans l'exercice de leur fonction.

§ 4. Le directeur général de l'administration pénitentiaire veille au moins à ce que les stations de travail qui interrogent directement la B.N.G. soient sécurisées par des mesures adéquates et ce en tous lieux où l'interrogation directe est possible.

Art. 6. Le délégué à la protection des données du Service public fédéral Justice est associé au processus d'interrogation directe.

Il est plus particulièrement chargé :

1° d'inclure dans sa politique de sécurité un volet relatif à l'interrogation directe des données de la B.N.G. dans le cadre de la finalité visée à l'article 2;

2° des contacts avec l'Autorité de protection des données et l'Organe de contrôle de l'information policière pour ce qui concerne les traitements des données à caractère personnel issues de la B.N.G.;

3° de communiquer au délégué à la protection des données désigné pour la direction qui gère les accès à la B.N.G. les brèches de sécurité dont il a connaissance et qui risquent de mettre en péril l'intégrité, la fiabilité, la disponibilité de la B.N.G.;

4° d'être le point de contact pour les audits de fonctionnement relatifs à l'interrogation directe de la B. N. G.

Art. 7. Un protocole d'accord est conclu entre la police fédérale et le Service Public Fédéral Justice.

Il est soumis préalablement à l'avis de l'Organe de contrôle de l'information policière.

Ce protocole comprend au moins un volet relatif :

1° à la description des modalités techniques de cette interrogation directe;

2° aux mesures techniques et organisationnelles appropriées et spécifiques pour assurer la sécurité des données traitées et la sauvegarde des droits fondamentaux et des intérêts des détenus dont les données d'identité sont traitées dans le cadre du processus d'interrogation directe de la B.N.G.

Art. 8. En cas de violation des règles en matière de sécurité et de protection des données, la direction qui gère les accès à la B.N.G. procède au retrait de l'interrogation directe et en informe l'Organe de contrôle de l'information policière.

Art. 9. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 mars 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

§ 3. Enkel de personeelsleden die individueel zijn aangewezen door de directeur-generaal van de penitentiaire administratie onder de leden van de centrale diensten van de penitentiaire administratie, zijn gemachtigd om gebruik te maken van de gegevens afkomstig uit de rechtstreekse bevraging van de A.N.G. in het kader van artikel 4, en om het administratief onderzoek bedoeld in artikel 4, § 2, te voeren.

De penitentiaire administratie houdt de lijst van die personeelsleden actueel.

Die lijst wordt ter beschikking gehouden van de bevoegde toezicht-houdende autoriteiten.

De individueel aangewezen personeelsleden verbinden zich er schriftelijk toe te waken over de vertrouwelijkheid van de gegevens waartoe ze toegang hebben. Deze verbintenis wordt toegevoegd aan hun persoonlijk dossier. In de uitoefening van hun functie zijn ze verplicht tot terughoudendheid.

§ 4. De Directeur-generaal van de penitentiaire administratie zorgt ervoor dat de werkstations waarmee de A.N.G. rechtstreeks bevraged wordt, op passende wijze beveiligd zijn, en dit op alle plaatsen waar de bevraging mogelijk is.

Art. 6. De functionaris voor gegevensbescherming van de Federale Overheidsdienst Justitie is betrokken bij het proces van rechtstreekse bevraging.

Hij is in het bijzonder belast met de volgende taken:

1° het in zijn veiligheidsbeleid opnemen van een luik met betrekking tot de rechtstreekse bevraging van de gegevens van de A.N.G. in het kader van de doelstelling bedoeld in artikel 2;

2° het contactpunt vormen voor de Gegevensbeschermingsautoriteit en het Controleorgaan op de politionele informatie voor wat de verwerking van de persoonsgegevens uit de A.N.G. betreft;

3° het meedelen van de veiligheidslekken waarvan hij kennis heeft en die de integriteit, de betrouwbaarheid, de beschikbaarheid van de A.N.G. in gevaar kunnen brengen, aan de functionaris voor gegevensbescherming die aangewezen is voor de directie die de toegangen tot de A.N.G. beheert;

4° het contactpunt zijn voor de werkingsaudits met betrekking tot de rechtstreekse bevraging van de A.N.G.

Art. 7. Een protocolakkoord wordt gesloten tussen de federale politie en de Federale Overheidsdienst Justitie.

Dat akkoord wordt voorafgaandelijk onderworpen aan het advies van het Controleorgaan op de politionele informatie.

Het protocol omvat op zijn minst een onderdeel met betrekking tot:

1° de beschrijving van de technische regels voor deze rechtstreekse bevraging;

2° de passende en specifieke technische en organisatorische maatregelen ter waarborging van de veiligheid van de verwerkte gegevens, en ter vrijwaring van de bescherming van de fundamentele rechten en belangen van de gedetineerden van wie de identiteitsgegevens worden verwerkt in het kader van het proces van rechtstreekse bevraging van de A.N.G.

Art. 8. In geval van schending van de regels inzake veiligheid en gegevensbescherming gaat de directie die instaat voor het beheer van de toegangen tot de A.N.G. over tot de intrekking van de rechtstreekse bevraging en informeert hierover het Controleorgaan op de politionele informatie.

Art. 9. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 maart 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS